

que l'article en question figurait au programme et que les ministres du Royaume-Uni venus à la conférence s'attendaient à un examen approfondi du sujet.

Dans certains milieux, on dit maintenant que la décision prise à la conférence et exposée dans le communiqué était une décision d'initiative canadienne. Il y a deux jours, l'honorable député de Laurier a affirmé ici même que le Canada «a groupé une opposition négative contre la Grande-Bretagne». Il n'y a pas le moindre brin de vérité dans cette accusation, pas le moindre. Tout cela se résume à une déformation complète des faits. Et le député de Bonavista-Twillingate s'est mêlé de renchérir, dans la déclaration qu'il a faite hier soir à Toronto. J'ai en main le *Journal*, d'Ottawa, livraison de cet après-midi, qui renferme un article de la Presse canadienne. Les rédacteurs du *Journal* l'ont coiffé du titre suivant: «Pickersgill accuse les torys d'être antibritanniques.» En voici le premier alinéa:

Toronto (PC)—M. J. W. Pickersgill, député libéral, a accusé hier soir le gouvernement conservateur d'être «constamment antibritanniques»...

Les accusations qu'a formulées le député de Bonavista-Twillingate sont complètement fausses. J'espère que je me suis bien fait comprendre. Il a donné encore une fois dans son même vieux jeu: la politicaillerie.

**L'hon. M. Chevrier:** Le ministre lui-même y excelle.

**L'hon. M. Fleming:** Monsieur le président, le communiqué de presse révèle en détail que les représentants des pays du Commonwealth qui ont participé à la conférence ont réalisé l'unanimité et qu'ils sont tombés d'accord. En réalité, ils ont été parfaitement unanimes quant aux opinions des pays du Commonwealth sur cette question. Ceux qui répandent l'erreur en prétendant que la décision n'a été que le fait des délégués canadiens commettent une grande injustice envers les autres pays du Commonwealth. Le Canada a joué le rôle qu'il lui revenait de jouer à la conférence. On pourrait nous critiquer, mon collègue et moi-même, si nous n'y avions pas fait ce que nous avions à faire. Cependant, comme le communiqué en fait foi, les décisions que les pays du Commonwealth ont prises en vue d'exposer leurs opinions au gouvernement du Royaume-Uni ont été unanimes.

Les opinions, exprimées par les ministres canadiens, correspondaient à l'attitude du gouvernement: c'est la même attitude qu'on a fait voir à M. Duncan Sandys, lorsqu'il a visité Ottawa le 14 juillet: les comptes rendus que les journaux ont consacrés à cet événement le démontrent.

Les Canadiens n'ont pas été les premiers à ouvrir le débat sur la question, lors de la conférence. En réalité, monsieur le président, le sujet suscitait un tel intérêt que le très honorable Harold Holt, trésorier de l'Australie, en a parlé lors de la séance publique de la conférence qui a précédé notre séance à huis clos. Voici un passage du discours qu'il a fait au cours de la séance publique:

La décision du Royaume-Uni de se joindre au Marché commun serait une mesure d'une si grande importance au point de vue historique qu'elle aurait nécessairement, de l'avis de mon gouvernement, des répercussions sur le Commonwealth. Nous, en Australie, reconnaissons que la question de savoir si le Royaume-Uni devrait ou ne devrait pas se joindre à la Communauté relève entièrement du Royaume-Uni. Mais nous nous inquiétons de l'affaiblissement des liens du Commonwealth qui pourrait résulter de cette décision. Personne ici ne veut cela. Le Royaume-Uni nous a dit combien il croit important de maintenir intacts les liens qui unissent les membres du Commonwealth. Nous nous sommes réjouis des assurances que le gouvernement du Royaume-Uni nous a données à cet égard. Il y a plus qu'une question de commerce et de relations financières, mais ces aspects ont beaucoup d'importance aussi. Il serait fort malheureux que le commerce qui se fait depuis si longtemps entre les pays du Commonwealth ne soit pas maintenu pleinement et n'ait pas d'occasions suffisantes de prendre de l'expansion.

Nous sommes sûrs que les pays européens comprennent combien il est important pour le monde et pour eux-mêmes que le Commonwealth reste fort et prospère. Nous, de notre côté, comprenons bien ce que signifie l'unité européenne à l'égard de la paix et du progrès économique du monde en général. Nous n'adoptons pas des vues étroites ou dépourvues d'imagination à l'égard de cette question. Mais nous estimons qu'il serait tragique que le progrès réalisé dans cette voie soit le résultat de l'affaiblissement du Commonwealth en général ou de toute partie de ses membres.

C'était là la première observation à l'égard de cette question. Bien entendu, il y avait eu un débat à la Chambre des représentants de l'Australie avant cette conférence, et le premier ministre, M. Menzies, et le ministre du Commerce, M. McEwan, avaient fait des déclarations au cours du débat. Ces déclarations sont officielles et très vigoureuses, et elles appellent l'attention sur les conséquences tragiques que pourraient subir l'Australie et le Commonwealth.

Au cours des délibérations de la conférence d'Accra, tous les pays entièrement autonomes du Commonwealth ont exprimé leurs vues par l'entremise de leurs ministres et nous avons aussi entendu les opinions de plusieurs des colonies sur la voie de l'indépendance. Mon collègue, le ministre du Commerce, a fait part de la position du Canada à la conférence et je manquerais à mon devoir si je ne lui rendais hommage pour la façon admirable dont il a présenté le sujet par rapport aux intérêts commerciaux et économiques du Royaume-Uni et du Canada.